



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

INSTITUTIONS MONÉTAIRES INTERNATIONALES

(Direction du Trésor, 1936-1986)

Répertoire numérique détaillé

établi par Marie-France Delval, secrétaire administrative

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Fonds monétaire international (FMI).....	7
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).....	8
Organisation de l'aviation civile internationale (AOCI).....	10
Office central des transports internationaux par chemin de fer (OCTI).....	11
Régime des échanges internationaux de textiles à l'échéance de l'accord multifibre (AMF)..	11
Système généralisé de préférences (SGP).....	11
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI).....	11

Référence

B-0081613/1 - B-0081635/3

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Institutions monétaires internationales.

Dates extrêmes

1936-1986

Noms des principaux producteurs

Direction du Trésor, bureau G2 (Affaires et institutions monétaires mondiales).

Importance matérielle

23 boîtes, soit 2,45 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Anglais

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 07/07/1988, portant la référence PH 099/88.

Historique du producteur

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les

entreprises nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptes du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée dans la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE), avant d'être renommée direction générale du trésor en 2010 (décret n° 2010-291 du 18 mars 2010).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique

Présentation du contenu

Ce versement concerne les relations de la France avec certaines institutions et organismes internationaux.

On y trouve tout d'abord des dossiers relatifs au suivi de la gestion financière du Fonds monétaire international (FMI). Institution internationale regroupant 190 pays, le FMI est créé en juillet 1944 lors de la conférence de Bretton Woods. L'objectif était de garantir la stabilité du système monétaire international de l'après Seconde Guerre mondiale et d'éviter les dévaluations monétaires ayant entraîné la crise économique des années 1930. Son but reste encore aujourd'hui de promouvoir la coopération monétaire internationale, garantir la stabilité financière, faciliter les échanges internationaux, contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et faire reculer la pauvreté.

Des questions concernant le commerce international et les négociations engagées au sein du GATT y sont aussi abordées. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (General agreement on tariffs and trade, ou GATT) est signé le 30 octobre 1947 entre 23 participants qui établissent un ensemble de règles commerciales en vue de réduire et de

consolider les tarifs douaniers. Huit cycles successifs de négociations commerciales permettront par la suite au GATT de développer un système commercial multilatéral. Cependant, la transformation progressive du commerce mondial finit par convaincre les membres du GATT de la nécessité de tenter de renforcer et d'élargir ce système. Cette tentative va se concrétiser à travers le Cycle d'Uruguay – plus connu sous le vocable d'Uruguay Round - (1986-1994), conclu par la déclaration de Marrakech (15 avril 1994) qui entraîne la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le 1^{er} janvier 1995.

La thématique du Système généralisé de préférence (SGP) apparaît également dans cet ensemble de dossiers. Système de soutien des pays en développement dans leurs échanges commerciaux, le SGP est un programme de préférences commerciales pour les biens provenant des pays en développement, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. Sans négociation ni réciprocité, il ne s'applique pas sur les droits de douanes de ces pays, mais seulement sur leur exportation.

Enfin, une partie de ces archives traite d'accords passés avec des organisations internationales dans le domaine des transports (Organisation de l'aviation civile internationale, Office central des transports internationaux par chemin de fer, Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime) et de l'industrie textile.

Indexation

Relations internationales
Organisation internationale
Monnaie
Transport
Commerce extérieur
Industrie textile
Aide au développement

B-0081613/1 – B-0081625/1

Fonds monétaire international (FMI).

1936-1986

B-0081613/1

Compte d'exploitation et position de revenu : documents du FMI, correspondance, télégrammes, notes manuscrites, tableaux, télex, note, résumé de documents, méthodes alternatives, fiches.

1980-1984

B-0081614/1

Arriérés de paiement vis-à-vis du FMI. - Principes et procédures de désignation des participants, négociations : notes du FMI, fiche, note, télégrammes, correspondance. (1968) ; politiques et procédures du FMI en matière d'arriérés de paiements : notes du FMI, note manuscrite, télex, télégrammes, correspondance, tableaux, fiches, rapports semestriels, coupures de presse (1980-1985).

1968-1985

B-0081615/1

Compte 906-05, opérations avec le FMI et mouvements de fonds avec le Fonds de stabilisation des changes (FSC) résultant de ces opérations. - Loi n°45-0138 du 26/12/1945 relative à la création d'un Fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) : JO, débats de l'Assemblée nationale (1945) ; règles applicables au rachat et aux tirages pour la France : notes, position de la France, correspondance, télégrammes (1947-1968) ; problèmes relatifs au statut du FSC et au régime des avances de la Banque de France au FSC : décret-loi du 30/06/1937, correspondance, note, note d'information de la Banque de France (1936-1978) ; opérations entre le Trésor, le FSC et la Banque de France : correspondance (1955, 1959, 1962, 1970) ; Loi de finances rectificative n°62-643 du 07/06/1962 relative à la participation de la France au FMI : notes, correspondance, rapport, coupure de presse (1962) ; Loi n°61-1175 du 26/12/1969 relative à la participation de la France au compte spécial prévu par les statuts amendés du FMI : projet de loi, correspondance, note (1968-1969) ; comptabilisation des opérations en droits de tirage spéciaux (DTS) : tableaux, notes, question, mémoire, documents du FMI, télégramme, correspondance, JO (1952-1976) ; projets de loi de finances pour 1981, 1982, 1983, 1984 et 1985 ; référé de la Cour des comptes n°3712 du 28/06/1979 ; régularisation des dépenses budgétaires (1983) ; bons du Trésor souscrits par le FMI ; rapport économique et financier (1984).

1936-1985

B-0081616/1

Rémunérations, remplacements, nominations, organisation administrative des gouverneurs, des directeurs et du personnel haut niveau : affaire particulière, correspondance, télégramme, coupures de presse, rapport, notes, organigrammes.

1952-1983

B-0081617/1

Programme de travail du FMI : déclaration du Directeur général sur le programme de travail jusqu'aux réunions, télégrammes sur les remarques et commentaires sur le programme.

1984-1986

B-0081617/2

Attentat à Paris contre le bureau européen du FMI et de la Banque mondiale (nuit du 26 au 27 avril 1985) : correspondance, télégrammes, télex.

1985

B-0081617/3

Activités du FMI : comptes rendus mensuels.

1980-1986

B-0081618/1 – B-0081625/1

Opérations et transactions du FMI. - Données sélectionnées sur les avoirs et les engagements du Fonds et résumé des transactions : tableaux ; rachats, remboursements d'achats, emprunts et investissements dans le cadre de la politique d'accès élargi : tableaux ; service des droits de tirages spéciaux : tableaux (dont tableaux des opérations de transactions); états financiers de la direction générale et de la direction des droits de tirages spéciaux : tableaux ; budget opérationnel et plan de désignation : télex, tableaux, projet.

1980-1985

B-0081618/1

janvier - juin 1980

B-0081619/1

juillet - décembre 1980

B-0081620/1

janvier - juin 1982

B-0081621/1

juillet - décembre 1982

B-0081622/1

janvier - juin 1983

B-0081623/1

juillet - décembre 1983

B-0081624/1

janvier - juin 1985

B-0081625/1

juillet - décembre 1985

B-0081626/1 – B-0081633/1

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

1980-1986

B-0081626/1

Politique commerciale américaine. - Perspectives : télégrammes, coupures de presse, programme des réunions, rapport annuel sur l'évolution de la situation des États-Unis (1985), notes, fiche, correspondance (1985-1986); États-Unis et GATT : notes, communications des États-Unis, télégrammes, correspondance, note pour le ministre (1982-1985); commerce et finances : correspondance, télégrammes, fiche (1983-1984); protectionnisme américain, principaux problèmes en suspens entre la C.E.E. et les États-Unis, contentieux C.E.E./États-Unis (dont gazoduc de l'Ourengoï, contentieux sur l'acier) : notes, télégrammes, coupures de presse, correspondance, discours, fiche (1982-1985).

1982-1986

B-0081627/1

Commerce international des services. - États-Unis, Royaume-Uni, Pays-Bas, France : études nationales.

1985

B-0081627/2

Evolution du commerce mondial. - Situation et perspective : notes de la direction des relations économiques extérieures (DREE) (1983-1984); documents du Comité des échanges de l'OCDE : notes du secrétariat, projet de rapport, rapport d'activité, fiche, rapport sur la politique commerciale (1983-1984) : préparation du sommet de Londres,

sur le protectionnisme : notes, fiche (1984) ; mise en œuvre du démantèlement du protectionnisme : télégramme, notes (1983).

1983-1984

B-0081628/1

Nouveau round commercial. - Positions des pays : notes, télégrammes, coupures de presse (1982-1984) ; réunions des ministres du commerce de 14 pays (Washington, 11 et 12 mai 1984) : notes pour le ministre, notes, télégrammes, résultat de la réunion (1984) ; dossier de la DREE pour le sommet de Londres : télégrammes, note pour le ministre, texte et déclarations de base, nouvelle série de négociations commerciales multilatérales (1984) ; conférence de l'économiste Jeffrey Schott sur les prochaines négociations commerciales internationales (Paris, le 1^{er} février 1985) : correspondance, compte rendu de la conférence, déclaration du Conseil de la Communauté, télégramme (1984-1985) ; documents de la Commission (février 1985) ; notes, documents du FMI, communiqué (1985), fiche sur les négociations commerciales multilatérales franco-allemandes (1985), comptes rendus de réunions, coupures de presse, préparations des prochaines négociations, notes, télégrammes, session spéciale des parties contractantes (30 septembre-2 octobre 1985).

1982-1986

B-00816291 – B-0081630/1

Echanges de services, négociations.

1981-1986

B-0081629/1

Services maritimes : étude, note (1982), documents du comité des échanges : aides-mémoires, notes, rapport du groupe de travail, conclusions provisoires (1982), notes de la DREE (1982-1983), projet du GATT sur les négociations : correspondance, notes, comptes rendus de réunion, télex, télégramme, coupure de presse, fiches, bulletin du FMI (1982-1984) ; sommet de Bonn : télégrammes, déclaration économique de Bonn (1985) ; politique commerciale et relations franco-allemandes : coupure de presse, télégrammes, note (1982-1985) ; services bancaires : notes, correspondance, rapport (1985) ; rapport du groupe d'experts sur le commerce des marchandises de contrefaçon (09/10/1985).

1981-1985

B-0081630/1

Position des États-Unis, de la France, du Japon, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Canada : télégrammes, notes, notes manuscrites, rapport, comptes rendus de réunions, coupures de presse, note du groupe de travail du comité des échanges, entretien de M. Bérégovoy avec M. Clayton Yeutter, Représentant du commerce américain (11/12/1985), travaux statistiques de la Communauté européenne, télex, situations et positions des partenaires, documents de l'OCDE (1985-1986). Affaires communautaires : notes, comptes rendus de réunions, télégrammes (1985-1986).

1985-1986

B-0081631/1

Réunion ministérielle du GATT (Genève, 24-27/11/1982), préparation. - Position des pays en voie de développement : notes, télégrammes (1982) ; réunion du Secrétaire général du Comité interministériel pour les questions de coopération européennes (SGCI), préparation : notes, fiche, notes manuscrites, comptes rendus de réunions, projet d'étude (1982) ; réunion du Comité spécial de l'article 113 (membres titulaires) : télégrammes, communications de la Commission de la Communauté européenne, compte rendu de la réunion (1982) ; dossier de fonds : notes, entretien du ministre M. Delors et de M. Dunkel, directeur général du GATT, note manuscrite, correspondance,

allocution, télégrammes, fiches (1982-1983). ; courrier de Jacques Delors à Michel Jobert, ministre du commerce extérieur (1982).

1982-1983

B-0081632/1

Etudes du GATT sur le commerce international et les perspectives actuelles : brochure Focus, communiqués de presse, note, fiche, note pour le ministre (1982-1983) ; bulletins du FMI, communiqué de presse, commentaire, notes, résumé, fiche sur les principales conclusion du rapport du GATT (1983) ; rapport annuel publié par le GATT : note (1984) ; rapport « Politique commerciale et prospérité : des propositions d'action » : note ; rapport : « Trade policies for a better future » (mars 1985).

1982-1985

B-0081632/2

41^{ème} session des parties contractantes du GATT (Genève, 25-28 novembre 1985), préparation de la session : rapports des groupes de travail, organisation, discours, décision (1984-1985) ; documents du FMI (1985-1986) ; demande d'adhésion de la Chine au GATT : télégramme (1985) ; études sur le protectionnisme : fiche technique, rapport, brochure, note pour le ministre, publication du FMI et de la Banque mondiale « Finances et développement » (mars 1983), note sur l'incidence des mesures protectionnistes sur la situation financière des pays en voie de développement et l'équilibre économique mondial (22 avril 1983).

1982-1986

B-0081633/1

Secteurs d'activité et thématiques. - Produits agricole : notes, projet de rapport d'activité au Conseil (28/02/1983), télégrammes, coupures de presse, historique du GATT, fiche manuscrite, extrait du livre vert de la Commission (27/07/1985), fiche sur le colloque du CEFRI (30/10/1985), dossier DREE-Trésor sur le mémorandum de la Commission du 13/11/1985 (1983-1986) ; crédits à l'exportation : rapports, bulletin du FMI, télégrammes, télex, étude, fiches, notes pour le ministre, document du FMI, coupures de presse, note rapide (1982-1986) ; propriété intellectuelle : programme de travail du Comité d'experts sur les pratiques commerciales restrictives (juin 1986) ; technologie de pointe : notes, télégrammes, comptes-rendus de réunion, coupures de presse, aide-mémoire de réunion (1983-1986) ; clause de sauvegardes : télégrammes (1983) ; investissements : notes, compte rendu de réunion, bilan et perspectives, notes pour le ministre, télex, note d'information, brochure de l'OCDE sur l'investissement international des entreprises multinationales (1980-1986) ; procédures de consultation : notes du groupe de travail du Comité des échanges, fiches, télégramme (1982-1984).

1980-1986

B-0081634/1

Organisation de l'aviation civile internationale (AOCI), révision de la convention de Varsovie (1929) amendée par le protocole de la Haye (1955) et de Guatemala (1971), puis la convention de Rome de 1952 sur la responsabilité des transporteurs aériens. - Préparation de la conférence diplomatique convoquée à Montréal du 3 au 25 septembre 1975 pour la révision de la convention de Varsovie (marchandises) : comité juridique de l'AOCI (Montréal, 22 mai-2 juin 1972), volume 1 procès-verbaux, volume 2 documents (1974), comptes rendus de réunions, instructions à la délégation française, correspondance, projet de note, télégrammes, comptes rendus de la délégation française, protocoles additionnels, procédure pour les contribuables et versements, accords de financement conclus avec le Danemark et l'Islande (janvier-février 1977), compte rendu de la réunion interministérielle du 21/10/1977 ; ratification du protocole : exposé des motifs, projet de loi (1978), questions d'actualité, extrait du bulletin du FMI (mai 1984).

1974-1984

B-0081634/2

Office central des transports internationaux par chemin de fer (OCTI). - Modification concernant l'unité de compte des conventions internationales : correspondance, comptes rendus de réunions, documents de l'OCTI, conventions, révision des conventions C.I.M./C.I.V., rapport général, décret.

1975-1982

B-0081635/1

Régime des échanges internationaux de textiles à l'échéance de l'accord multifibre (AMF) : compte rendu de la réunion des experts textiles du 22/04/1985, note sur la négociation textile de 1986 et ses orientations générales, compte rendu de la réunion du 04/06/1985, coupures de presse.

1985

B-0081635/2

Système généralisé de préférences (SGP). - Evolution et fonctionnement : fiche manuscrite, avant-projet de résolution soviétique, fiches, télégrammes, suggestions françaises.

1982-1985

B-0081635/3

Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI). - Pollution par les hydrocarbures, convention de Bruxelles (10/10/1957) et protocole de Bruxelles (23/02/1968) modifiant la convention de Bruxelles (25/08/1924) : texte ; clause-or (Secrétariat d'État à la Marine marchande, novembre 1976) ; protocole de la convention d'Athènes de 1974 adopté à Londres le 19/11/1976 : texte ; protocole de la convention internationale de 1971 adopté à Londres le 19/11/1976 : rapports et projets de lois du Sénat et de l'Assemblée nationale, décret, télégramme ; convention de Londres (1976) : correspondance, examen d'un projet de convention internationale, tableaux, notes manuscrites, texte de la convention, note, projet d'exposé des motifs, projet de loi, loi n° 79-1146 du 29/12/1979 ; convention de Hambourg (1978) : rapport, correspondance ; rapport sur les travaux de la 8ème session de la Conférence des Nations (New-York, 19/07-24/08/1979).

1968-1979